

Le Chef
du
Département Politique
Fédéral

Berne, le 7 novembre 1871.

Monsieur le ministre,

Je vous de recevoir votre
lettre du 5 de ce mois au sujet de nos relations avec
la Russie.

J'avais, en effet, interprété votre silence dans le
sens que le rendez-vous avec Tchitchérov n'avait
pas eu lieu. Je crois que, si tout n'est que circonstance
du moment, cela a mieux valu.

Mais si M. Tchitchérov, à son nouveau passage
de Berlin, exprimait le désir de voir avec
vous vous parler, vos idées sur ce point
me paraissent à accuser une semblable invitation.
Si la Russie avait l'intention d'envoyer un autre
représentant à Genève auprès de la Société des
Nations, ce dessein ne saurait de votre part
aucune objection quelconque. Une lettre à
bien faire ressortir que le différend qui
existe entre nous et la Russie est



Russie ne devrait exercer aucune influence sur le relâchement
de celle-ci avec la Société des Nations.

Or, savez que je suis un partisan des concessions de
l'université de la S.D.N. et qu'à mon avis
la Russie devra aussi, un jour, s'organiser
selon de Genève.

Si le Gouvernement soviétique se décidait à envoyer
un observateur, le C.J., d'accord avec le
Gouvernement de Genève, ne négligerait rien pour
assurer la sécurité personnelle de l'envoyé.

Par contre, - sur la question de nos relations avec le
Gouvernement soviétique - les instructions relatives
à ce sujet, dans le sens que une conversation s'ouvrira
avec M. Gorki-Choumoukhine et se borne à faire
sauter d'abord le boycottage que la Russie
a injustement imposé à nos navires. Une
conversación, plus humble ne pourrait avoir lieu
ultérieurement qu'après l'abandon de cette mesure.

Le C.J. envisage, en effet, avec une certaine
crainte (qui est légitime) l'insécurité que
la reprise de relations économiques nous obligerait
à avoir à Berlin une mission soviétique. Le Président
de l'Assemblée nous a fait savoir qu'il ne veut
rien de nos relations actuelles vis-à-vis du
Gouvernement soviétique.

Après, maintenant le monde, l'expédition de nos relations
avec le monde.

M. de la Courbe, ministre des affaires étrangères
Paris le 17 Mars 1921